

Pétitions

[Français]

M. Pinard: J'en prends bonne note, madame le Président. Le problème réside dans le fait que le député peut être prêt, mais il ne l'est peut-être pas nécessairement le jour où on voudrait que le projet de loi soit débattu. Il est certain que le projet de loi est prêt à être débattu, mais lorsqu'on appelle les députés, dans certains cas on nous dit: Oui, je suis prêt, mais non pas demain, j'aimerais mieux la semaine prochaine ou la semaine suivante. Alors nous avons eu beaucoup de difficultés pour mercredi dernier, et on me dit qu'on a eu beaucoup de difficultés pour demain également. Alors je répète ce que j'ai dit et je ne le retire pas.

[Traduction]

M. Taylor: Madame le Président, le leader parlementaire du gouvernement laisse entendre qu'on m'a appelé mais que j'ai refusé. On ne m'a jamais appelé. Je suis prêt dès qu'on m'appellera. Je supplie qu'on mette le bill en discussion car c'est une mesure importante.

Mme le Président: Je suis persuadée que le président du Conseil privé (M. Pinard) en prendra note.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

M. CULLEN—LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE
À SARNIA

L'hon. Bud Cullen (Sarnia-Lambton): Madame le Président, j'ai ici une pétition signée par 11,000 de mes électeurs. La voici telle qu'ils l'ont rédigée:

A l'honorable Chambre des communes réunie en parlement.

Humble pétition des soussignés. Attendu: que l'industrie pétrochimique est en difficulté à Sarnia et au Canada à cause de la politique fiscale du gouvernement fédéral à l'égard des stocks d'alimentation pétrochimiques; et que des milliers d'emplois sont compromis à court et à long terme; et

Que l'industrie pétrochimique canadienne . . .

Des voix: Bravo!

M. Cullen: On a du mal à m'entendre. Voici la suite:

. . . est un secteur manufacturier important qui joue un grand rôle dans l'économie du pays et qui contribue à répondre aux besoins du Canada; et

Que la Chemical Valley de Sarnia est l'un des centres pétrochimiques les plus importants du pays; et

Que Sarnia et tous ses citoyens s'inquiètent pour l'avenir de cette industrie, de leur collectivité, de leurs familles et du Canada; et

Qu'il y a des écarts dans le prix de revient des stocks d'alimentation pétrochimiques entre l'industrie de l'est du pays et celle de l'Ouest.

Mme le Président: A l'ordre. J'ai l'impression que le député prend certaines libertés en lisant sa pétition. Il doit en lire le titre et c'est à peu près tout.

M. Cullen: Madame le Président, vous avez raison de me réprimander. L'ennui c'est que la pétition a été rédigée non pas par moi, mais par ses auteurs qui pensaient se conformer au Règlement. Ils auraient pu se sentir lésés si je ne l'avais pas lue en entier et c'est pourquoi je terminerai simplement par la prière.

Mme le Président: Le député, qui connaît le Règlement, aurait pu leur indiquer la façon de procéder.

M. Cullen: Madame le Président, j'admets que vous avez raison et, la prochaine fois, je suis certain qu'ils me demanderont conseil. Je vous remercie de m'avoir rappelé à l'ordre. Voici la prière:

Comme il est de leur devoir, les pétitionnaires prient et ne cesseront de prier.

Merci, madame le Président.

[Français]

M. HERBERT—LES PAYS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE—ON
DEMANDE QUE LE CANADA AIT SA PROPRE POLITIQUE D'AIDE
SOCIALE

M. Hal Herbert (Vaudreuil): Madame le Président, j'aimerais déposer une pétition dont le Mouvement développement et paix de Vaudreuil-Soulanges a pris l'initiative. Elle est signée par 3,424 de mes électeurs qui demandent que le gouvernement canadien dénonce les violations des droits de la personne au Salvador, au Guatemala, au Nicaragua et au Honduras, qu'il ait sa propre politique d'aide économique à l'égard des pays de l'Amérique Centrale, et qu'il appuie les organisations de défense des droits de l'homme qui œuvrent dans ces pays.

* * *

[Traduction]

LA LOI SUR LA RÉVISION DES LIMITES DES
CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

MODIFICATION VISANT À CHANGER LE NOM DE LA
CIRCONSCRIPTION DE DAUPHIN

M. Laverne Lewycky (Dauphin) demande à présenter le bill C-672, tendant à modifier le nom de la circonscription électorale de Dauphin.

● (1540)

Mme le Président: A l'ordre. Je vois que le député veut faire une brève déclaration. Je regrette, mais le moment de la faire est passé et il n'est pas intervenu. La Chambre consent-elle à lui permettre de la faire maintenant?

Des voix: D'accord.

M. Lewycky: Je vous remercie beaucoup, madame le Président. Je me contenterai d'expliquer brièvement pourquoi je présente ce bill.